

12.500 jeunes pour le climat : « Au moins, on a séché pour la bonne cause ! »

- ▶ La manifestation pour le climat, visant à réclamer une politique plus ambitieuse, a rassemblé 12.500 jeunes ce jeudi matin à Bruxelles.
- ▶ Une participation nettement plus élevée que jeudi dernier (3.000).
- ▶ De quoi assurer une forme de pérennité à ce mouvement lancé par deux jeunes Flamandes sur les réseaux sociaux.

REPORTAGE

Pancartes cartonnées, jeans évasés, sacs bariolés... Il y a comme un air de Mai 68 ce jeudi matin à Bruxelles. Malgré la pluie, de nombreux manifestants sont déjà rassemblés devant la gare Centrale pour réclamer une politique climatique plus ambitieuse à nos dirigeants. En attendant les derniers arrivés qui sortent en continu de la station, chacun se lance dans des chants enthousiastes. Moyenne d'âge : quinze ans.

Brandissant une pancarte « Make love not CO₂ », Luna fait partie des jeunes militants les plus expressifs. Elle porte un masque de chirurgien sur le visage : « Je veux montrer que l'air est tellement pollué qu'il en est irrespirable, explique-t-elle. Je ne veux pas élever mes futurs enfants là-dedans. » Avec ses amis et camarades de classe, elle est partie d'Aarschot par le train de 7 h. Le réveil, à 6 h du matin, pour aller de chez elle jusqu'à la gare sous la pluie ? « Plus facile que d'aller en classe : là au moins, je me bouge pour une bonne cause ! »

La semaine dernière, Luna n'avait pas entendu parler de la première marche. Ce jeudi, c'est la première fois qu'elle manifeste de sa vie. En regardant les informations avec sa mère, elle émet l'idée de s'y rendre avec sa classe. « Ma mère m'a encouragée à y aller, s'étonne-t-elle. Comme notre école, d'ailleurs. » Une école qui ne punit pas par un avertissement ou une heure de colle, c'est rare parmi les manifestants. Dans un des derniers trains bondés qui arrive en gare, Lotte, Yara et Yoline portent des costumes d'ours polaire. « On a un zéro dans notre bulletin, parce qu'on est ici aujourd'hui », s'insurge Lotte, partie de Turnhout par le train de 8 h. Pour elle aussi, c'est sa première manifestation.

« Il n'y a pas de "Planète-B," lance-t-elle. C'est le système qui doit changer, pas notre planète. Nous sommes les premiers concernés. »

Une foule compacte

Sur ces mots, branle-bas de combat. 10 h 30, le cortège s'ébranle. L'excitation monte parmi ces élèves qui font l'école buissonnière. « On ne sait pas où on va, mais on suit ! », s'amuse Lotte. Impossible de jauger le nombre de participants

à ce niveau-là, mais la foule est compacte. Elle monte comme un seul homme vers le Mont des Arts, première étape de la marche. Plantée devant le palais des Beaux-Arts, Mai, 17 ans, tente de rassembler un maximum de signatures et d'adresses e-mail pour fédérer le mouvement dans son association étudiante anversoise. « C'est parti d'une étincelle, constate-t-elle. Les deux jeunes filles qui ont invité la jeunesse à se mobiliser, Anuna De Wever et Kyra Gantois, ont lancé le mouvement. Mais, il faut que l'on s'organise si l'on veut tenir le pari de nous réunir tous les jeudis. »

Les cris et les sourires ne s'atténuent pas au moment d'entrer dans une rue direction Porte de Namur. Sur les rebords, les manifestants sont encouragés par certains habitants ou vendeurs penchés aux fenêtres. Les slogans se multiplient, jouant sur les mots et références : « Sauvez le monde comme un prince sa princesse », « De la glace, j'en veux pas que dans mon mojito » ou encore « Le Titanic n'aurait pas coulé en 2019 ». Cette dernière pancarte, c'est Quentin, 16 ans, qui la tient. Il était là jeudi dernier, il reviendra jeudi prochain... Ainsi que le 27 janvier, pour la grande manifestation « Rise for climate ». « On en parle dans

mon école, on dit : "C'est le moment, c'est maintenant qu'il faut se lever et marcher", lance ce jeune homme enthousiaste qui étudie dans une école bruxelloise. Même si on est inquiets de manquer les cours, parce qu'on ne sait pas si on sera punis ou pas, on viendra quand même. Au moins, je sèche pour une bonne cause ! »

« On sent la force de la jeunesse »

Gare du Luxembourg, les bus sont à l'arrêt. Medhi, un des conducteurs, klaxonne au passage des manifestants. Il est bloqué depuis vingt-cinq minutes, mais il est philosophe : « Ça fait plaisir de voir que ce ne sont pas des casseurs, qu'ils ont tous le sourire... On sent la force de la jeunesse ! Ils me donnent envie de revenir 20 ans en arrière. » Les premiers chiffres tombent : les manifestants seraient plus de 12.000. La nouvelle se répand comme une trainée de poudre. Entre fierté et euphorie, Adèle n'en revient pas : « Je ne pensais pas qu'on serait presque 10.000 de plus que la semaine dernière..., souffle cette jeune fille de 13 ans. Je compte bien revenir jeudi prochain ! » La fin de ce parcours en laisse certains sur leur faim. Quelques-uns prennent leur train, d'autres se dispersent. Adèle s'arrête de marcher : « Bon, eh bien... On va peut-être retourner à l'école, maintenant ! » ■

MARIE THIEFFRY

DANS LA MANIF**Pas que des jeunes**

Parmi les manifestants, quelques têtes grisonnantes. Thomas, professeur dans un athénée anversoïis, a lui aussi « séché pour le climat ». « Dans mon école, c'était dur de dire officiellement qu'on soutient la manifestation, avance-t-il. Un directeur peut difficilement cautionner de voir ses élèves sécher... même si c'est pour la bonne cause ! » Thomas a donc pris sur un de ses jours de congé pour venir au rassemblement. Sur sa gauche, un couple de quarantennaires : Chris et sa femme marchent avec leur petit garçon de neuf mois, lové dans une poussette. « C'est pour son avenir, affirment-ils. Tout le monde est concerné, pas que les adolescents. » Pour autant, l'enseignant n'est pas sûr de revenir jeudi prochain : « Il faut bien travailler un peu... », soupire-t-il.

M.T.H.

militants Les activistes complètent leur encerclement

C'est un nouveau signe que ça ne va plus s'arrêter maintenant. Tant que les politiques ne bougent pas, cela ne va pas s'arrêter. » La galaxie foisonnante des activistes climatiques s'est enrichie de nouveaux acteurs. Ils rejoignent des marcheurs, des pétitionneurs, des activistes radicaux, des militants historiques, des primo-manifestants, des Belges, des étrangers... Après le succès inespéré de la marche du 2 décembre, tout ce petit monde a noté un nouveau rendez-vous dans son agenda. Le 27 janvier : une marche organisée par un

mouvement citoyen qui, depuis septembre 2018, appelle à un rassemblement mensuel devant le Parlement européen.

« C'est notre dernier espoir. Il faut devenir plus radical si on veut des résultats »

MARJOLEIN, EXTINCTION REBELLION

« Rise for climate » est un mouvement mondial, et des rassemblements auront lieu ailleurs en Europe. « A ce stade, explique Kim Le Quang, l'un des piliers du

mouvement, 18.000 personnes ont confirmé leur participation, 66.000 se disent intéressées. » On sera donc en deçà de l'affluence du 2 décembre, mais un record n'est pas l'objectif recherché : « Notre but est d'organiser des choses régulièrement, de ne pas relâcher la pression. »

Soutenue par les organisations « classiques », la manifestation n'est pas organisée par la Coalition Climat, le rassemblement de la société civile belge (ONG environnementales et de développement, syndicats, organisations de famille, de consommation, etc.).

Et c'est voulu. De ce côté, on est passé à d'autres actions. « C'est très bien que la mobilisation se poursuive. Mais quand on a mis 100.000 personnes dans la rue, on ne recommence pas l'exercice, un mois et demi plus tard, on le transforme politiquement, dit Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition. Un lobby politique classique : « Le mouvement a gagné une légitimité énorme le 2 décembre. Nous allons utiliser cette force pour transformer, rencontrer les décideurs politiques, voir ce qu'on peut obtenir d'ici à la fin de la législature et finaliser nos revendications pour les élections. »

D'autres ont choisi des modes plus radicaux. Et ce groupe ne fait que croître ; 5.000 personnes se disent intéressées par l'action de désobéissance civile « Pas de loi climat ? Pas de rue de la Loi ! »,

aussi le 27/01. Ici, on ira plus loin. Comme le veulent les adeptes belges du mouvement britannique « Extinction Rebellion » qui, à une soixantaine, ont tenu une première réunion le week-end dernier à Saint-Gilles, séance de formation à la non-violence à la clef. Et pas que des marginaux chevelus. Fonctionnaires, ingénieurs, juristes, banquiers, tous prêts à transgresser les limites de la loi. « On le sent : tout le monde est à bout, en colère, dépressif, explique Marjolein. C'est notre dernier espoir. Il faut devenir plus radical si on veut des résultats. »

Même chez Greenpeace, on n'en revient pas : « On est dépassé sur notre radicalité et c'est une bonne chose », dit Juliette Boulet, porte-parole de la puissante organisation qui, en coulisses, a apporté son soutien financier, et humain à de nombreuses initiatives. « On n'a jamais été aussi heureux d'être parmi les autres. "Héros parmi les héros". » Mais l'ONG n'a pas abandonné les actions en solo à la Greenpeace « canal historique » : « 2019 verra le retour d'actions plus "classiques", promet Boulet. Notre contribution est aussi celle-là. On ne va pas léziner sur les moyens. »

Si tous n'ont pas choisi cette voie, tout le monde la comprend. « On a besoin d'une forme de radicalité dans l'action et dans le discours, appuie Briec Wathelet, porte-parole de la campagne

Tam-Tam. Nous, les jeunes, avons été biberonnés à l'écologie radicale. Nous voyons que le système politique n'apporte pas les réponses dont on a besoin. Etre radical, c'est s'attaquer aux racines des problèmes, pas à leurs symptômes comme on le fait actuellement. » Le collectif Tam Tam inclura « un gros chapitre climat » dans la consultation qu'il a lancée (Le Soir du 14/01). Et le thème sera au centre de la « parade » du 12 mai, veille des législatives.

On peine à suivre la myriade d'initiatives ? « Ce bouillonnement n'est pas toujours très coordonné, mais c'est le résultat qui compte, sourit le climatologue Jean-Pascal van Ypersele, sollicité par les uns et les autres. Si certains marchent, si d'autres portent plainte en justice, d'autres pétitionnent, comme les 35.000 du texte « Déclarons l'état d'urgence environnemental et social ». Mieux, un groupe d'intellectuels (fonctionnaires, juristes, membres d'ONG...) qui espère pousser la pétition à 100.000 s'est attelé « à la rédaction d'un cahier des charges pour une loi climat, explique Cédric Chevalier. Le système est bloqué, les politiques sont bloqués dans leurs contradictions. Le déblocage doit venir des citoyens. Quand on vient de l'extérieur en n'étant personne, c'est plus facile de défoncer les portes avec des propositions plus concrètes. » ■

MICHEL DE MUELENAERE

COMPTAGE

Plus de 90.000 le 2 décembre ?

Combien, le 2 décembre, à marcher pour le climat ? 65.000, dit la police, 75.000

selon les organisateurs. Ni l'un ni l'autre, répondent les données récoltées par Proximus. L'opérateur analyse régulièrement les données des antennes GSM afin de connaître l'affluence à des événements. Il a fait l'exer-

cice le 2 décembre. Résultat : 120.000 contacts au plus fort de la manif. Après l'application d'un filtre adéquat éliminant les « intrus », il reste 97.000 personnes.

M.D.M.

débat

Quelle attitude les écoles doivent-elles adopter par rapport à leurs élèves ?

Alain Koeune

Alain Koeune est directeur du Collège Notre-Dame à Dinant. Il est aussi président de la Fédération des associations de directeurs de l'enseignement secondaire catholique (FéADI)

« Possible de mener des projets sans manifester »

Si elles veulent participer à ce genre de mobilisation, les écoles doivent s'en donner les moyens selon Alain Koeune.

Selon vous, les écoles doivent-elles encourager ce genre de mobilisation ?

Il y a deux aspects.

Le premier, c'est celui de l'encadrement, de la sécurité des élèves. A ce niveau, il faut que les choses soient bien organisées en termes d'information des parents et en termes de sécurisation notamment : savoir où sont les élèves, définir un cadre... Cet aspect reste clairement de la responsabilité du chef d'établissement. Et je peux tout à fait comprendre que des écoles devant la mobilisation et la question d'y participer s'inquiètent de vérifier que tout soit bien organisé.

L'autre aspect, c'est celui de l'intérêt pédagogique. On parle beaucoup de citoyenneté. La réflexion autour des enjeux climatiques y est liée. Si, comme c'est le cas ici, l'impulsion vient des jeunes, ce serait dommage de s'en priver.

Donc, comme une école organise une sortie, elle peut selon vous décider de participer avec ses élèves à la manifestation pour le climat ?

Mais les écoles doivent se donner les moyens et veiller à tout ce qui est sécurité, information et accord des parents... Elles doivent inscrire tout cela aussi dans un cadre global de réflexion.

Lorsqu'une école ne se rend pas à la manifestation, doit-elle sanctionner les élèves qui y vont ?

C'est une très bonne question. Si l'information est claire qu'une école décide de ne pas autoriser ses élèves à y aller, elle doit rester cohérente avec elle-même. Au minimum interpellier les parents et les élèves d'une manière ou d'une autre. Les réactions dépendront des écoles et s'inscriront dans le cadre du règlement d'ordre intérieur de l'école.

Entre les écoles qui participent à la manifestation et celles qui sanctionnent, faut-il voir deux visions ?

Non, il faut mettre beaucoup plus de nuances. Car le côté organisationnel est vraiment à prendre en compte. Par ailleurs, une école peut très bien développer des tas de projets citoyens et de réflexion par rapport au climat dans l'école et ne pas permettre de se mobiliser dans une manifestation. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

Benoît Galand

Benoît Galand est docteur en psychologie. Il est professeur à l'UCLouvain en sciences de l'éducation. Dans ses cours, il aborde notamment les aspects liés à la gestion de classe.

« Les jeunes viennent avec une interpellation »

La manifestation peut très bien entrer dans le cadre de certains cours, selon Benoît Galand.

Toutes les écoles n'ont semblé-til pas adopté la même attitude par rapport à la participation de leurs élèves à la marche pour le climat. Certaines l'encouragent presque, d'autres avertissent qu'elles pourraient sévir. Quelle est la bonne attitude à adopter ?

C'est une question difficile et je suis très mal à l'aise pour vous répondre en tant que scientifique car j'estime que la démarche scientifique nous permet de comprendre comment les choses fonctionnent mais ne nous dit pas ce qu'on doit faire.

Ici, c'est vraiment une question de valeurs. Est-ce que comme école, on estime qu'on doit être à l'écoute des préoccupations des jeunes ? Est-ce qu'on veut en faire une occasion d'apprentissage, d'éducation à la citoyenneté ? Ou est-ce qu'on préfère s'en tenir au règlement et à l'organisation de base ?

Toutes ces questions sont pour moi presque politiques et liées

valeurs.

Est-on en présence de deux visions, deux modèles du rôle de l'école ?

Deux modèles, je ne sais pas. Mais c'est clair que l'on est face à une interpellation de la part des jeunes qui prennent l'initiative, qui se mobilisent, qui mettent en avant des valeurs. Tout cela alors qu'on entend régulièrement qu'on veut favoriser le vivre-ensemble, la citoyenneté – il y a tout de même toute une série de textes qui mettent en avant la participation, mais, en se mobilisant, les jeunes sont quelque part en dehors des clous. La question est alors de savoir ce qu'on fait avec cela. Au-delà bien sûr des questions de sécurité et d'assurance. C'est complexe mais on est tout de même, je crois, devant un vrai événement à en croire les chiffres de participation.

Peut-on considérer que participer à la manifestation, c'est travailler l'éducation et la citoyenneté au regard de ce que prévoient les programmes scolaires ?

Les programmes sont suffi-

samment en avant les questions d'esprit critique, de participation, de démocratie, pour qu'on puisse s'impliquer en tant qu'école ou en tant qu'enseignant avec ses élèves.

Cela peut entrer dans le cadre de cours sur la citoyenneté et même de cours d'histoire ou d'étude du milieu. ■

**Propos recueillis par
M.C.**